

PREFETURE DE LA REUNION

Direction
de l'environnement, de l'aménagement
et du logement de La Réunion

Saint-Denis, le 19 mai 2017

Service Prévention des Risques Naturels
et Routiers

Unité Éducation Routière

ARRETE N° 1175 du 19/05/2017/SPRINR/UER

**portant cessation d'activité d'un établissement d'enseignement de la conduite automobile des véhicules à
moteur et de la sécurité routière**

**AUTO-ECOLE
« PERMIS-LOWCOST »**

==

**LE PREFET DE LA REUNION
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le Code de la Route, notamment ses articles L.212-1 et suivants, L.213-1 et suivants, R. 212-1 à R. 213-6 et R.223-5 à R.223-10 ;
- Vu** la Loi n° 99-505 18 juin 1999 portant diverses mesures relatives à la sécurité routière ;
- Vu** la Loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance, notamment son article 23 (I, II, et III) ;
- Vu** la Loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union Européenne ;
- Vu** le décret n° 2009-1678 du 29 décembre 2009 modifié par le décret n° 2010-272 du 15 mars 2010 du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de la Mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, relatif à l'enseignement de la conduite et à l'animation des stages de sensibilisation à la sécurité routière ;
- Vu** l'arrêté n° 1996 du 04/10/2016/SPRINR/UER autorisant Mrs. JACQ Pascal et GEISEN Yvan, à exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, dénommé AUTO-ECOLE PERMIS LOWCOST situé 1 chemin Bottard 97434 SAINT GILLES LES BAINS ;
- Vu** Décision n° 2016/05/02 DIR 30 du 02 mai 2016 portant subdélégation de signature à certains agents placés sous l'autorité du Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Réunion (DEAL) ;

Considérant le jugement N°17/297 du tribunal mixte de commerce de Saint Denis de la Réunion, en date du 05 avril 2017, faisant part de la liquidation judiciaire de la SARL PERMIS LOWCOST, la cessation d'activité en qualité d'exploitant d'un établissement d'enseignement à titre onéreux de la conduite, des véhicules à moteur et de la sécurité routière est effective à compter de la date du jugement ;

Sur proposition du délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, Chef de l'unité éducation routière ;

A R R E T E

Article 1 – L'arrêté n° 1996 du 04/10/2016/SPRINR/UER relatif à l'agrément n° E 07 09D 0080 0 délivré à Monsieur JACQ Pascal et Monsieur GEISEN Yvan, pour exploiter l'établissement d'enseignement, à titre onéreux, de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière, situé 1 chemin Bottard 97434 SAINT GILLES LES BAINS, sous la dénomination de l'auto-école « SARL PERMIS LOWCOST », est abrogé.

Article 2 – Mrs. JACQ Pascal et GEISEN Yvan, sont tenus, le jour de la notification du présent arrêté, de fournir un inventaire des demandes de permis de conduire (cerfa 02) et des livrets d'apprentissage en sa possession en précisant les noms, prénoms et dates de naissance des élèves et les Numéros d'Enregistrement Préfectoral Harmonisé (NEPH) des dossiers concernés.

Article 3 – Les cerfa 02 et les livrets d'apprentissage des élèves inscrits dans l'établissement devront leur être restitués dans le délai de quinze jours suivant la date de notification du présent arrêté. Les documents précités devront être adressés avec avis de réception ou remis en main propre contre signature d'un avis de réception daté et rédigé comme suit : « Je, soussigné, (nom, prénom de l'élève), né le (date de naissance de l'élève), à (lieu de naissance de l'élève), reconnait que l'établissement (nom) de (nom de la commune) m'a restitué, ce jour, mon cerfa 02 et mon livret d'apprentissage ».

Article 4 – Le présent arrêté devra faire l'objet d'un affichage sur la porte d'entrée principale de l'établissement.

Article 5 – La présente décision sera enregistrée dans le registre national de l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière créé par l'arrêté du 8 janvier 2001 précité. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant en s'adressant au service de la DEAL – SPRINR-CER – 2, rue Juliette Dodu – CS 41009 - 97743 Saint-Denis Cedex 9.

Article 6 - Le délégué principal au permis de conduire et à l'éducation routière, Chef de l'unité éducation routière est chargé, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs.

**Pour le Préfet,
et par délégation
Le délégué principal au permis de
conduire à l'éducation routière,
Chef de l'unité l'éducation routière**


Hervé DELAIRE